



Sahel

Author(s): Niagalé Bagayoko

Source: *Diplomatie*, JANVIER-FÉVRIER 2021, No. 107 (JANVIER-FÉVRIER 2021), pp. 32-36

Published by: Areion Group

Stable URL: <https://www.jstor.org/stable/10.2307/26986899>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <https://about.jstor.org/terms>



JSTOR

Areion Group is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Diplomatie*

Sahel : contours et enjeux d'une crise multidimensionnelle

Par **Niagalé Bagayoko**, présidente de l'African Security Sector Network.

La crise sahélienne, qui touche aujourd'hui avant tout les populations civiles, va bien au-delà du fléau terroriste. Elle révèle une profonde crise de la gouvernance des États de la région qu'il apparaît indispensable de résoudre afin de s'attaquer à ses causes multidimensionnelles.

Alors que tous les regards sont braqués, fin 2020, sur l'évolution de la pandémie de COVID-19 dans le monde, les violences se poursuivent et s'aggravent dans l'espace sahélien. Certaines sont perpétrées par les groupes djihadistes, à l'instar des attaques menées par les groupes issus des différentes scissions de la secte Boko Haram dans le bassin du lac Tchad (entre Nigéria, Tchad, Cameroun et Niger) (1), ou encore des affrontements qui opposent des groupes affiliés à Al-Qaïda à d'autres, affiliés à l'État islamique, principalement dans la zone des trois frontières (Mali/Niger/Burkina Faso). D'autres violences sont commises par des individus ou des groupes armés non identifiés, ainsi que par des groupes d'autodéfense, notamment au Burkina Faso, ou par des milices communautarisées comme dans le centre du Mali, tandis que certaines unités des forces de défense et de sécurité sont accusées de commettre des exactions. De plus, le 18 août 2020, un coup de force a parachevé la révolte populaire qui grondait au Mali.

Des acteurs multiformes

Les insurrections djihadistes

Les premiers acteurs qui sévissent au Sahel sont les insurrections djihadistes. Il convient cependant de ne pas considérer ces mouvements comme homogènes, car ils se distinguent aussi bien par leur idéologie et leurs affiliations que par leurs modes d'action et leurs lieux d'implantation. Bien que ces groupes aient pour la plupart choisi d'être affiliés à des centrales djihadistes internationales, ils disposent de ramifications locales

extrêmement profondes et sont pour certains très bien implantés au sein des communautés de la région. La coalition du GSIM est affiliée à la mouvance islamiste Al-Qaïda. Elle est dirigée par Iyad Ag Ghali, ancien chef rebelle touareg ifoghas très actif au sein des rébellions touarègues des années 1990 et 2000, qui a ensuite été très impliqué dans les négociations pour la libération des otages occidentaux au tournant des années 2000, puis est devenu le chef du groupe djihadiste Ansar Dine. Ce groupe a participé à l'offensive de 2012 qui a inauguré la guerre au Mali aux côtés d'autres mouvements armés se réclamant du djihad, dont AQMI — héritier des groupes terroristes algériens du GIA et du GSPC —, Al-Mourabitoune (groupe de Mokhtar Belmokhtar) et le MUJAO, qui se sont tous alliés au mouvement rebelle du MNLA qui, lui, ne portait pas de revendications religieuses, mais des revendications territoriales et indépendantistes. C'est pour contrer l'offensive de cette coalition entre groupes rebelles indépendantistes d'une part et groupes djihadistes d'autre part que le gouvernement de transition mis en place au Mali à la suite du coup d'État de 2012 mené par le capitaine Hamadou Sanogo — l'éphémère junta du Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État — a fait appel à la France. Cette dernière a alors déclenché l'opération « Serval » en janvier 2013. En 2017, Iyad Ag Ghali a pris la tête du GSIM, qui a réuni son propre groupe Ansar Dine, AQMI, Al-Mourabitoune et la Katiba du Macina, cellule créée ultérieurement par le prêcheur Amadou Koufa dans le centre du Mali. Cette région de Mopti est

désormais devenue l'épicentre de la crise malienne, qui s'est elle-même propagée à l'espace sahélien, notamment dans la région du Liptako-Gourma, dite des trois frontières, entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Le GSIM a principalement choisi de s'en prendre aux représentants de l'État (militaires bien sûr, mais aussi gouverneurs, préfets, chefs traditionnels) ainsi qu'aux forces internationales présentes — MINUSMA, force française Barkhane, force conjointe du G5 Sahel (qui regroupe des contingents du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad). C'est avec les leaders Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa que le président Ibrahim Boubacar Keïta a annoncé avoir ouvert un processus de négociations, en application des recommandations du Dialogue national inclusif tenu en décembre 2019. Le 7 mars 2020, le GSIM a accepté d'y prendre part. L'autre groupe djihadiste majeur dans l'espace sahélien est l'ISWAP, province affiliée à l'État islamique et composée de deux branches : la première est la branche du Lac Tchad, issue de la scission d'une faction de l'ex-groupe Boko Haram dont l'allégeance a été reconnue par l'État islamique central alors que l'autre faction est demeurée fidèle à Aboubakar Shekau du JAS ; la seconde est la branche sahélienne de l'ISWAP, l'EIGS, plus tardivement reconnue par l'État islamique central. L'EIGS est dirigé par l'ancien porte-parole du MUJAO, Abou Wahid al-Sahraoui, et composé initialement d'une partie des anciens combattants du groupe Al-Mourabitoune. Alors que le MUJAO s'était implanté à Gao, l'EIGS est désormais essentiellement présent dans la zone

La France dans l'architecture de sécurité au Sahel

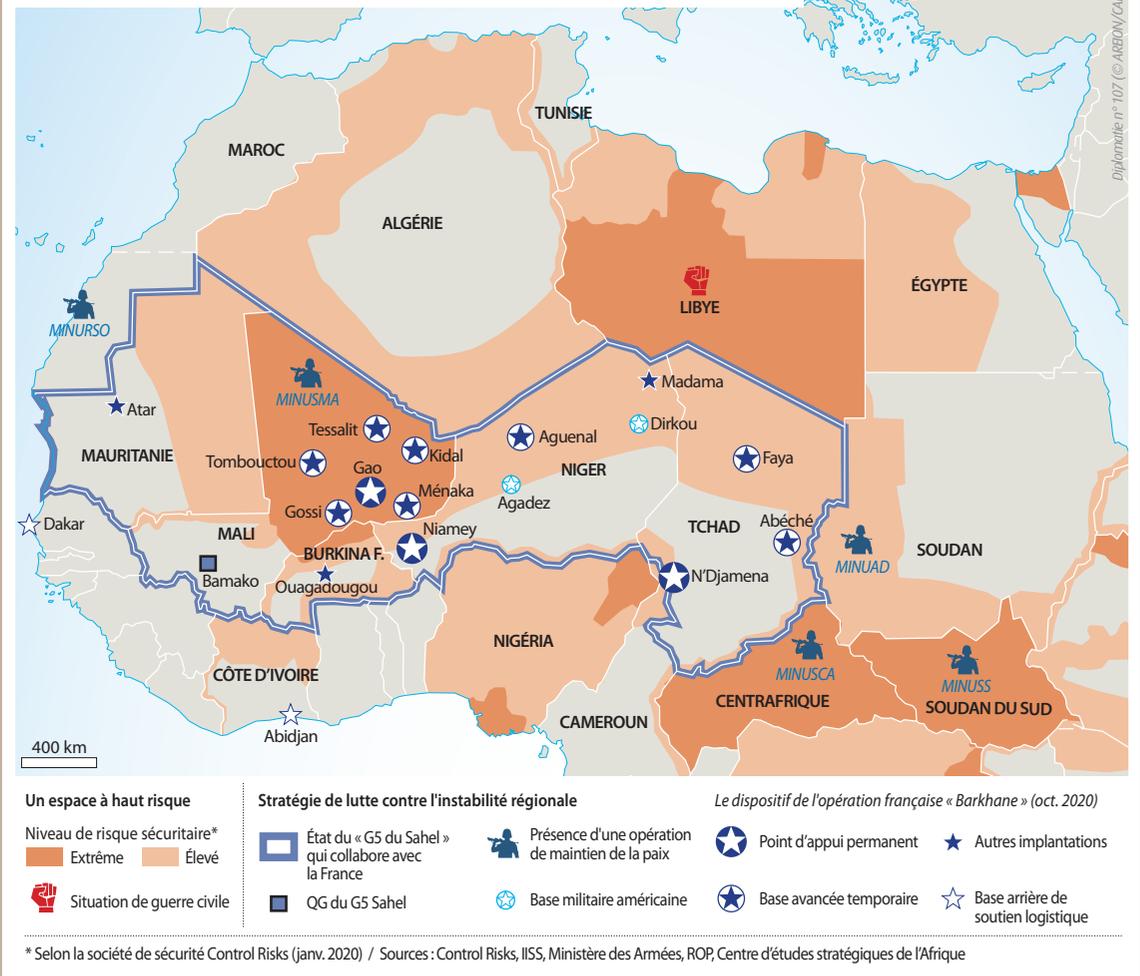
des trois frontières. Ce groupe est responsable des assauts les plus spectaculaires perpétrés à la fois contre les armées des États sahéliers — comme les attaques d'Indélimane au Mali (1^{er} novembre 2019, 50 morts), d'Inates au Niger (10 décembre 2019, 71 morts), d'Arbinda au Burkina Faso (24 décembre 2019, 7 morts), de Chinégodar au Niger (9 janvier 2020, 89 morts) —, mais surtout des actions les plus sanglantes contre les populations civiles sahéliennes ainsi que contre des civils occidentaux, notamment lors de l'attaque de Kourou contre les personnels humanitaires d'ACTED, que ce groupe a revendiquée tardivement.

Lors du sommet de Pau, ayant réuni le 13 janvier 2020, le président de la République française et ses homologues du G5/S, c'est sur la lutte contre l'EIGS dans la zone des trois frontières qu'il avait été décidé de concentrer les efforts de l'opération « Barkhane » et de la FC-G5 pour lutter contre les groupes armés terroristes, bien que certaines actions aient depuis également ciblé le GSIM et certains de ses leaders, ainsi qu'en a témoigné l'élimination du chef d'AQMI Abdelmalek Droukdel, en juin 2020. Cependant, depuis le mois d'octobre 2020, le GSIM fait

de nouveau figure de cible prioritaire, voire d'ennemi majeur, avec le lancement de l'opération « Bourrasque », composée de 3000 hommes de la force Barkhane ainsi que de 1400 hommes des armées malienne et nigérienne, dont les efforts sont complétés par les interventions des forces spéciales européennes de la nouvelle Force Takuba (françaises, estoniennes, bientôt suédoises et italiennes) : ces acteurs font partie de la Coalition internationale pour le Sahel, dont les contours ont été présentés lors du sommet de Nouakchott du 30 juin 2020. Située en dehors de ce dispositif multinational, l'opération « Sabre » des forces spéciales françaises joue également un rôle majeur au Sahel. L'échange de l'otage française Sophie Pétronin, ainsi que du chef de file de l'opposition Soumaila Cissé — enlevé durant la campagne des élections législatives en mars 2020 — et de deux ressortissants italiens, contre plus de 200 prisonniers djihadistes à la faveur d'un accord conclu entre les autorités maliennes et le GSIM, semble avoir accru la détermination de la France, opposée à toute négociation (2), à poursuivre sa lutte contre les « groupes armés terroristes » et à exclure l'option d'une solution négociée des conflits envisagée par certaines autorités maliennes.

Il convient aussi de mentionner l'existence dans la région d'autres groupes : par exemple, Ansarul Islam, créé par Malam Dicko, qui est apparu dans le Nord du Burkina Faso, ou Ansaru au Nigeria, également né d'une scission au sein de Boko Haram, mais affilié pour sa part à Al-Qaïda. Ces deux groupes ont cependant perdu de l'influence depuis la mort ou l'arrestation de leurs leaders respectifs.

Les relations entre les différents groupes ont longtemps été difficiles à décrypter, oscillant entre la coopération et la concurrence. Depuis le printemps 2020, une autre logique s'est cependant affirmée : la rivalité et la guerre ouverte entre le GSIM et l'EIGS, confirmée sans ambiguïté par leurs canaux de communication officiels (agences de presse, magazines hebdomadaires, vidéos de combats). Les deux groupes djihadistes s'affrontent désormais de manière acharnée et les combats tournent manifestement à l'avantage du GSIM, l'EIGS apparaissant en partie affaibli par les opérations menées contre lui par la force Barkhane.



Liste des sigles et abréviations utilisés

- AQMI** : Al-Qaïda au Maghreb islamique
- CEDEAO** : Communauté des États d'Afrique de l'Ouest
- CMA** : Coordination des mouvements de l'Azawad
- CNSP** : Comité national pour le salut du peuple
- CNT** : Conseil national de transition
- EI/IS** : État islamique/Islamic State
- EIGS** : État islamique au Grand Sahara
- EUCAP Sahel Niger** : Mission de renforcement des capacités
- EUTM** : European Union Training Mission
- FC-G5** : Force conjointe du G5 Sahel
- GATIA** : Groupe d'autodéfense Touaregs, Imghads et alliés
- GIA** : Groupe islamique armé
- GSIM/JNIM** : Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans / Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin
- GSPC** : Groupe salafiste pour la prédication et le combat
- HCUA** : Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad
- IBK** : Ibrahim Boubakar Keïta
- ISWAP** : Islamic State in West African Province
- JAS** : Jama'atu Ahlis-Sunnah Lidda'awati Wal-Jihad
- MS-RFP** : Mouvement du 5 juin – Rassemblement des forces patriotiques
- MAA** : Mouvement arabe de l'Azawad
- MINUSMA** : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
- MNLA** : Mouvement national de libération de l'Azawad
- MSA** : Mouvement pour le salut de l'Azawad
- MUJAO** : Mouvement pour l'unicité du djihad en Afrique de l'Ouest

Les rébellions « politico-indépendantistes »

Cependant, d'autres acteurs jouent également un rôle majeur dans le contexte sécuritaire sahélien. C'est notamment le cas des rébellions de type politico-indépendantistes, dont l'exemple type est incarné par les mouvements de l'Azawad : le MNLA, mais aussi le HCUA et le MAA, désormais réunis au sein de la CMA qui regroupe les mouvements signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger de 2015. Les revendications de ces groupes sont largement fondées sur des préoccupations très locales visant à obtenir l'autonomie (y compris dans la gestion sécuritaire) de portions territoriales du Nord du Mali ainsi que le développement de la zone. Elles s'inscrivent dans des logiques communautaires renvoyant aux relations de hiérarchie et de pouvoir (historiques ou contemporaines) entre les différentes tribus. Certains acteurs de ces groupes armés ont fait partie des groupes djihadistes, notamment des membres du HCUA qui ont combattu dans les rangs d'Ansar Dine d'Iyad Ag Ghali et ont conservé des canaux de communication avec le

Les affrontements communautaires

Par ailleurs, un grand nombre de conflits mettent aujourd'hui aux prises des communautés qui s'affrontent pour accéder à différents types de ressources et les gérer et les exploiter, en premier lieu les ressources agropastorales et foncières. Les plus répandus au Sahel opposent en effet différentes catégories socioprofessionnelles dans le cadre d'affrontements tantôt intercommunautaires, tantôt intracommunautaires, par exemple entre agriculteurs sédentaires, ou entre agriculteurs et éleveurs, en particulier éleveurs transhumants ; liés aux pratiques d'appropriation des terres ; autour du pâturage entre éleveurs autochtones et éleveurs transhumants... Ces conflits ont très souvent des racines très anciennes et certaines communautés se sont ainsi affrontées de manière séculaire. Ils se sont cependant aggravés au cours des deux dernières décennies, notamment en raison des contradictions entre les normes coutumières ancestrales de gestion des ressources et celles légalement établies par les États, particulièrement

La Coalition citoyenne pour le Sahel

Lancée le 16 juillet 2020 par des organisations de la société civile sahéliennes et internationales, la « Coalition citoyenne pour le Sahel » entend faire valoir l'impérieuse nécessité pour toute intervention de prendre résolument en considération les quatre piliers suivants :

- ✓ mettre la protection des civils et la sécurité humaine au cœur de la réponse à la crise au Sahel ;
- ✓ s'attaquer aux causes profondes de la crise de gouvernance des États sahéliens par le biais d'une stratégie politique globale ;
- ✓ répondre à l'urgence humanitaire ;
- ✓ lutter contre l'impunité et garantir l'accès de tous à la justice.



Photo ci-contre : Un casque bleu allemand de la MINUSMA patrouille dans la région de Gao, au Mali. Après six ans de mobilisation sans interruption contre le terrorisme islamiste, le Sahel a fait face à un regain de violence, entraînant un renforcement des effectifs opérationnels de la Force conjointe du G5 Sahel, mais aussi de l'EUTM Mali. À ce titre, l'Allemagne a voté en mai dernier la prolongation de sa participation à ces deux missions militaires internationales au Sahel, où elle engage 1550 soldats. (© Bundeswehr/Sebastian Wilke)

entre communautés voisines en compétition pour son exploitation ou encore entre communautés autochtones et allochtones.

La gouvernance locale en crise

Le bouleversement des ordres sociaux

L'espace du G5 Sahel est également en proie à une crise de la gouvernance locale qui nourrit de manière croissante les tensions communautaires articulées autour du leadership et de la légitimité politique. Les processus de décentralisation et de démocratisation des années 1990 ont en effet introduit dans les différents pays du G5 Sahel des mécanismes de gouvernance plus égalitaires et inclusifs à l'échelle locale, là où la plupart des modes traditionnels de gouvernance étaient plutôt fondés sur des pouvoirs hiérarchisés et asymétriques. Les mutations relatives aux désignations des chefs ouvrent par exemple la porte à des contestations multiples entre factions rivales familiales ou lignagères. Les royaumes mossis, les chefferies kassenas de la zone de Pô ou peules de Barani et celles des peuples de Banfora au Burkina Faso, mais aussi les chefferies des régions de Dosso et de Tillabéry au Niger connaissent ainsi des querelles successorales divisant les communautés. La crise de la gouvernance locale et sa reconfiguration favorisent également la contestation des ordres sociaux traditionnellement hiérarchisés. Certains groupes sociaux défavorisés, dans les communautés touarègues et peules notamment, aspirant à plus d'égalité et de justice sociale, saisissent les processus au cœur des

GSIM qu'il dirige désormais. D'autres groupes armés de ce type sont les membres de la « Plateforme », qui regroupe les mouvements armés signataires eux aussi de l'accord de paix, mais qui sont proches du gouvernement de Bamako, au premier rang desquels le GATIA du général Gamou et le MSA, qui s'articulent eux aussi autour de logiques communautaires. À titre d'exemple, le GATIA est à l'origine composé de Touarègues imghads qui contestent le pouvoir aristocratique exercé de manière séculaire par les tribus ifoghas dont de nombreux membres appartiennent à la CMA. Le GATIA s'est cependant affaibli au fil du temps au profit de la CMA qui a notamment réussi à rallier certains Imghads.

dans le cadre des processus de décentralisation ou des politiques publiques de développement valorisant l'agriculture. Ils ont eu tendance à s'aggraver sous l'effet de la circulation des armes légères et de petit calibre, de la dégradation des conditions climatiques, mais aussi de la pression démographique, les populations devant se déplacer massivement en raison des conflits et des menaces qu'elles subissent de la part des différents groupes armés. L'exploitation des richesses du sous-sol est également un facteur propice à attiser les tensions d'ordre communautaire dans l'espace sahélien. Le développement de l'orpaillage peut ainsi générer des conflits autour de l'accès réduit à l'eau, des tensions

mutations de la gouvernance comme levier de renégociation des ordres hiérarchiques et statutaires.

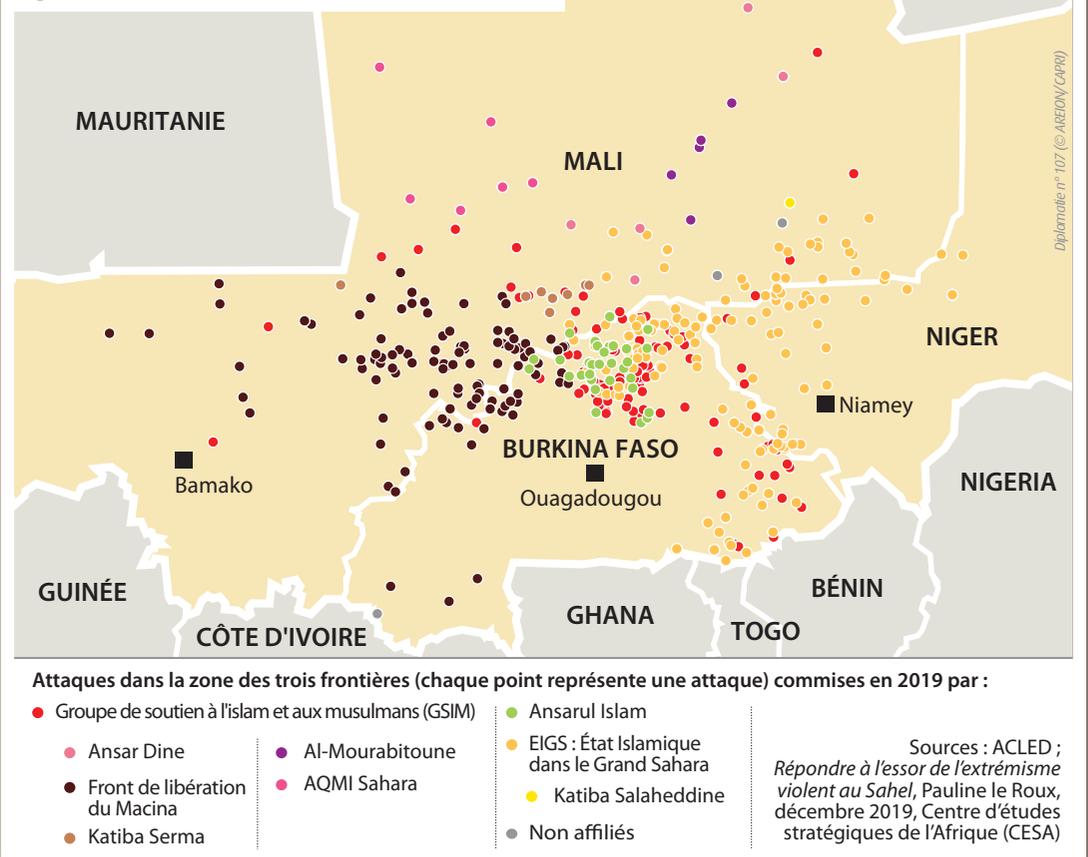
La communautarisation de la sécurité

Le phénomène croissant de communautarisation de la sécurité est également propice à complexifier les relations sécuritaires dans l'espace sahélien. Les groupes d'autodéfense, le vigilantisme, les milices recrutées sur des bases communautaires ont ainsi proliféré dans la zone sahélienne au cours de la décennie écoulée. C'est le cas au Mali où des milices dogons et bambaras souvent composées de chasseurs dozos s'opposent très violemment dans le centre du Mali (région de Mopti et de Ségou notamment) aux groupes d'autodéfense peuls, ces affrontements ayant donné lieu en mars 2019 au terrifiant massacre du village peul d'Ogossagou, puis à celui du village dogon de Sobane quelques semaines plus tard. Le démantèlement de ces milices, en particulier de la milice dogon Dan Amassagou, est un enjeu de taille pour l'État malien. En effet, ce dernier a appuyé l'émergence de certains groupes d'autodéfense, tels les Ganda-Koi et Gada-Izo, qui comprennent notamment des membres des communautés songhais.

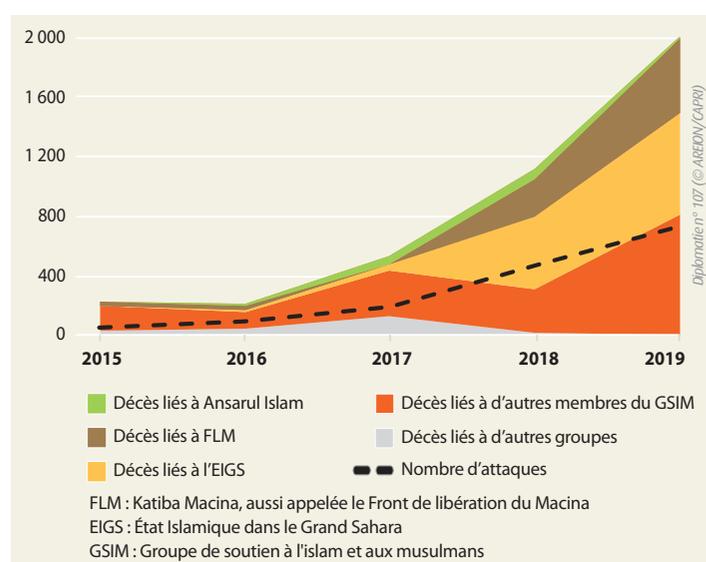
Au Burkina, ce sont les groupes d'autodéfense qui ont proliféré, avec deux grands types d'acteurs : les keogl-weogos d'une part, mis en place au niveau local (villages ; communes) par les communautés majoritairement mossies ; les dozos, chasseurs traditionnels d'autre part. En dépit des méthodes expéditives et parfois peu respectueuses de la dignité humaine, ces groupes mis sur pied pour assurer la

sécurité de leurs communautés respectives ont été plébiscités par les populations. Le gouvernement burkinabé a en outre décidé d'adopter une loi en janvier 2020 sur les Volontaires pour la Défense de la Patrie, auxiliaires de sécurité placés sous commandement militaire.

La zone des « trois frontières » : épicerie de la violence au Sahel



Attaques des groupes islamistes militants au Sahel entre 2015 et 2019



Sources : Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), Centre d'études stratégiques de l'Afrique

La présence de groupes criminels opportunistes

Les groupes criminels, auteurs de nombreuses violences, particulièrement envers des populations civiles, entretiennent souvent des liens avec les acteurs susmentionnés, mais ne doivent en aucun cas y être réduits. Ils entretiennent aussi des liens avec les différentes communautés, dont certaines profitent des activités transfrontalières de contrebande principalement axées autour des trafics de produits licites (voitures, cigarettes, médicaments...) ou illicites (narcotrafics) ou des vols et trafics de bétail, bien très précieux pour les différentes communautés.

L'intrication des problématiques

Les différentes logiques décrites ci-dessus s'entremêlent et se cristallisent parfois de manière inextricable, comme en témoigne la situation du village de Farabougou, assiégé par les djihadistes sur fond de conflit intercommunautaire dans lequel l'armée malienne peine à intervenir.

Une tendance préoccupante a en outre révélé l'implication directe de certaines unités des forces de défense et de sécurité (FDS) du Burkina Faso, du Mali et du Niger dans de graves abus, exactions et violations des droits de l'homme, dénoncées par des organisations de la société civile ou par des organes onusiens. Face à ces accusations, le plus souvent solidement documentées, les autorités du Niger et du Burkina Faso ont assuré avoir diligencé des enquêtes.

Le mécontentement populaire — le cas du Mali

Enfin, des mouvements de protestation populaires doublés de prétorianisme sont venus s'ajouter aux dynamiques sécuritaires à l'œuvre. Le président IBK a ainsi été renversé à la suite du déclenchement de l'insurrection populaire conduite par le M5-RFP, placée sous l'autorité morale de l'imam Mahmoud Dicko et parachevée par

l'intervention de la junte militaire du CNSP survenue le 18 juin 2020. Le M5-RFP réunit des éléments très hétéroclites, notamment la Coordination des mouvements et associations de soutien à l'imam Dicko, d'anciens ministres des gouvernements d'IBK, des organisations de la société civile, des mouvements syndicaux et des leaders d'opinion tels que le professeur Clément Dembelé, mobilisé contre la corruption. Cette puissante vague de protestation populaire est à rapprocher de celle qui a abouti en 2014 au renversement du régime de Blaise Compaoré, notamment soutenue par le « Balai citoyen ».

Sous la pression de la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest, le CNSP a accepté la mise en place d'une transition civilo-militaire, dirigée par le président Ba N'Daw (ancien militaire à la retraite) et le Premier ministre Mactack Ouane. Mais le colonel Assimi Goïta, chef de la junte (non dissoute en dépit des engagements pris auprès de la CEDEAO) et vice-président chargé des questions de défense et de sécurité, se révèle central : en vertu d'un décret, c'est ainsi lui qui a désigné les membres de l'organe législatif de transition (le CNT), présidé par le numéro deux du CNSP, le colonel Diaw et au sein duquel les militaires sont largement majoritaires. La junte, dès sa prise de pouvoir, s'est engagée à respecter les accords conclus avec les partenaires internationaux, particulièrement en poursuivant la coopération avec l'opération « Barkhane » de la France ainsi qu'avec l'Union européenne (chargée de l'entraînement et de la formation des forces armées maliennes dans le cadre des missions EUTM et EUCAP) et avec la MINUSMA. Pourtant, les nouvelles autorités continuent parallèlement à explorer la voie du dialogue avec les groupes djihadistes (3), conformément à la feuille de route de la transition adoptée le 12 septembre 2020, qui mentionne dans son « axe 5 » relatif au pacte de stabilité la nécessité de poursuivre les discussions avec les « groupes armés radicaux ».

Les failles de la gestion de crise

En réalité, l'environnement sahélien actuel apparaît plus généralement comme un contexte insurrectionnel, se déclinant à travers différents modes (rebelle, djihadiste, populaire) par lequel divers groupes d'acteurs remettent en cause, selon différentes modalités, tout ou partie du modèle de l'État postindépendance, perçu notamment par les populations, particulièrement dans les zones rurales et périphériques, comme ayant failli en matière de démocratisation, de décentralisation, d'éducation, d'urbanisation,

de sécurisation, de développement... Aujourd'hui, l'option largement promue par les partenaires internationaux visant à rétablir l'autorité de l'État semble très fragile, puisque c'est précisément la gouvernance des États sahéliens — plus vus comme des prédateurs que comme des protecteurs —, qui se trouve au cœur de la crise multidimensionnelle que traverse le Sahel.

Par ailleurs, la plupart des interventions nationales et internationales ont eu tendance à se concentrer sur la mise en œuvre de l'accord de paix de 2015, comme celles de la MINUSMA, ou sur la lutte contre les groupes armés terroristes.

Les appareils de sécurité du Mali, du Burkina Faso et du Niger éprouvent de grandes difficultés à faire face à la situation d'insécurité, particulièrement dans la zone des trois frontières. Ils ont notamment essuyé de lourdes pertes, particulièrement à la fin de l'année 2019 (4). Par ailleurs, ces appareils de sécurité ont été mis en cause dans deux domaines cruciaux pour leur légitimité et leur efficacité : les violations des droits de l'homme, à travers les abus et exactions reprochées à certaines unités ; les malversations et détournements des budgets de la défense.

La FC-G5 a, pour sa part, peiné à démontrer son opérationnalité sur le terrain. Les interventions de la force française Barkhane n'ont pas non plus permis d'avancées décisives : les annonces de neutralisation de groupes armés terroristes et de saisie de matériel semblent ne recueillir qu'un très faible écho, en raison du contraste avec la situation sur le terrain où chaque jour des tueries de civils ou de militaires sont annoncées, incitant les populations à douter de la capacité d'une armée aussi réputée que celle de la France à les protéger et nourrissant les suspicions et rumeurs les plus folles (implications de la France dans des trafics d'or ou livraisons d'armes aux groupes djihadistes). L'enjeu est aujourd'hui de savoir si la nouvelle « Coalition internationale pour le Sahel » — dont la mise sur pied a été annoncée lors du sommet Pau et qui a été présentée plus en détail le 30 juin lors du sommet de Nouakchott — permettra, avec la mise en place d'un Commandement conjoint entre la force Barkhane et la FC-G5, d'atteindre des résultats plus concluants aux yeux des populations sahéliennes. Pour cela, les succès opérationnels obtenus par l'opération « Bourrasque » lancée dans ce cadre (y compris l'élimination du chef djihadiste Ba Ag Moussa le 10 novembre 2020) devront à l'évidence être inscrits dans le cadre d'une stratégie politique de sortie de crise qui a jusqu'ici cruellement fait défaut, mais également contribuer de manière beaucoup plus claire à la protection des civils.

Niagalé Bagayoko



Notes

- (1) Auxquelles a répondu l'opération « Colère de Bohoma » de l'armée tchadienne au printemps 2020.
- (2) Le Point Afrique / AFP, « Macron sur le Sahel : "avec les terroristes, on ne discute pas" », Le Point, 21 novembre 2020.
- (3) Marc Perelman et David Baché, « Le dialogue avec les terroristes est une volonté des Maliens », assure le Premier ministre du Mali », France 24, 3 décembre 2020.
- (4) Au Niger, attaque des camps d'Inates et de Chiné-godar ou encore de la gendarmerie de Banibangou ; au Mali, attaques des camps de Boulkessi et d'Indélimane, ainsi que de la gendarmerie de Sokolo ; au Burkina Faso, attaque contre les détachements militaires de Koutougou et d'Hallalé.

Photo ci-contre : En novembre 2020, des soldats maliens et français vont à la rencontre de la population dans le cadre d'une opération de grande ampleur dans le Liptako malo-nigérien afin d'affaiblir durablement les Groupes armés terroristes dans leur zone refuge. Alors que l'effectif français est passé de 4500 à 5100 hommes, le général français François Lecointre, chef d'état-major des armées, se félicitait le 12 décembre 2020 du bilan très positif sur le plan strictement militaire des opérations au Sahel dont l'efficacité a permis notamment « de désorganiser l'ennemi », de l'empêcher de contrôler les populations, « d'affaiblir son commandement et de lui infliger des pertes importantes », tout en reconquérant un certain nombre de places abandonnées. (© EMA)